

AVEC MADELEINE, LA FRANÇAISE, SEULE DANS LA ZONE DE GUERRE

# “Ils assassinent

*Vingt-six ans de Rwanda. Prof de math originaire de Mazamet, Madeleine Raffin a décidé, malgré les massacres, de rester dans sa patrie d'adoption, au milieu des réfugiés qu'elle tente de protéger. « VSD » l'a rencontrée à Gikongoro, dans le sud-ouest du pays, à la lueur de sa lampe à pétrole.*

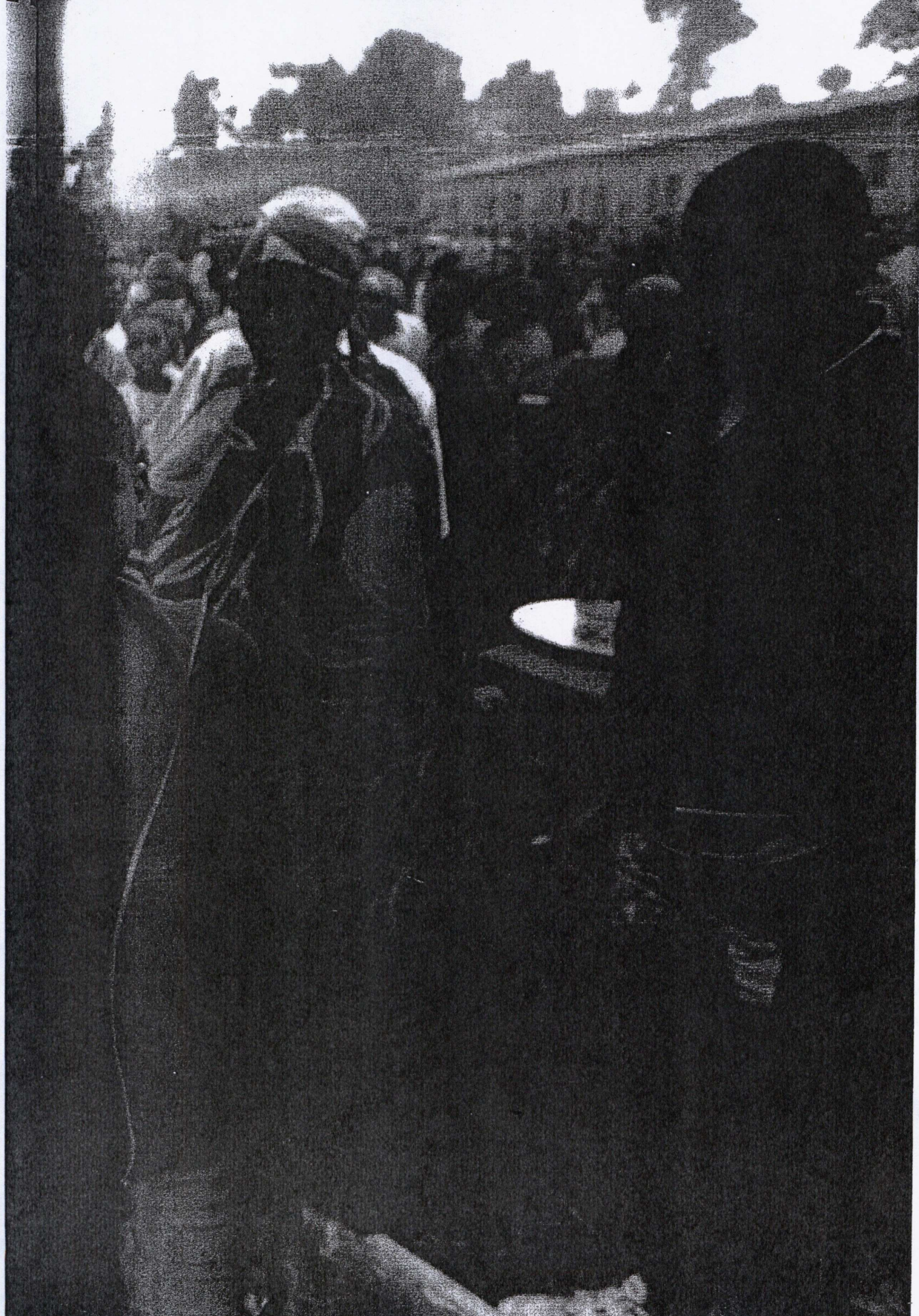
DE NOS ENVOYES SPECIAUX, JEROME FRITEL ET CHRISTOPHE CALAIS (PHOTOS).



**POUR ELLE,  
PAS D'EVACUATION**

*Elle n'abandonnera pas ses 200 000 réfugiés, pas plus que le secteur dont elle est responsable pour l'organisation Caritas. Non, « sœur Madeleine », comme on l'appelle ici, n'est pas près d'abdiquer.*

# non Rwanda"



Une nuit sans lune au Rwanda. Une nuit de mort. Une de plus sur la colline, une femme brave les ténèbres. La lampe de Madeleine. La lumière hoquette, résiste à la chaleur. Elle éclaire un beau visage. Deux perles pastel s'illuminent les yeux de Madeleine. Tendrement, ils ont tout vu. Et ils n'oublient pas. C'est 19 heures, ce jeudi 19 avril, Soixante-sixième jour de la famine. Soupe, purée, eau. Le repas est mince. Avec Séraphine et les autres de « ses » réfugiées, elle écoute les nouvelles du jour. Le frère est proche. Hier, à l'aube, le frère (un patriote rwandais) a pris la route pour le nouveau village, à 30 kilomètres du camp. Les soldats gouvernementaux ont refusé de combattre. Le maire, lui, a refusé de laisser en temps d'enfiler son pantalon. Il a refusé d'enfourcher sa moto. Il est resté vivant. Séraphine a peur. Elle veut aller gagner le Zaïre voisin avec ses enfants. Rejoindre son mari qui est à Toulouse. Madeleine veut aller à Toulouse. Madeleine veut peut faire, demain. Après la nuit.

Mais elle ne sera pas à Toulouse. Cette sexagénaire française, enseignante de mathématiques, arrivée au Rwanda dans les valises de mai 1968, a refusé de quitter sa ville de Gikongo, dans l'ouest du pays. D'effacer ses convictions nées de dévouement laïc. D'abandonner l'organisation Caritas qu'elle dirige dans son diocèse. De céder aux avances des forces du mal. D'abdiquer devant la haine. Quand, lundi dernier, des commandos parachutistes français venus lui proposer une évacuation, elle a remercié, a accepté de leur offrir des allumettes, et, le soir venu, elle a allumé sa lampe à pétrole.

— Au début de la guerre, mes sœurs m'ont téléphoné de France. Elles étaient à Toulouse. Ils voulaient me voir. Elles ont insisté. Puis ils ont cessé de m'appeler. Le Rwanda est ma patrie d'adoption. Je me suis engagée dans une lutte pour la survie, aux côtés des réfugiés. Ils recherchent mon confort. Pour moi, ils se croient en sécurité tant qu'ils auront de quoi manger, se vêtir, dormir. Mais ils ne demandent jamais la carte d'identité.

Ce soir, on a frappé à la porte. « Sœur Madeleine », comme on l'appelle. C'était une femme accablée de ses trois enfants. Son mari refusait d'être tué à un barrage, sous prétexte qu'elle demandait asile pour eux. Madeleine a ouvert sa porte. Elle était consciente des risques.

— Les miliciens hutus ont été venus à trois ou quatre reprises. Ils savaient que je logeais des

# Avec les paras coincés entre amicaux et les Tutsis trop m

Hollywood n'aurait pu rêver décor plus grandiose. Travelling majestueux sur les collines verdoyantes qui se jettent dans les eaux du lac. La caméra s'attarde sur les plantations de thé que viennent lécher les rayons du soleil couchant, avant de zoomer sur l'officier au béret rouge. Impassible, le colonel Thibaut attend le feu vert de Paris. Parachutiste d'élite, il commande le premier détachement de reconnaissance français qui doit poser le pied au Rwanda. Pour l'instant, l'« Africain », né à Dakar, se contente d'apprécier son objectif. Un pont en bois qui marque la frontière entre le Zaïre et le Rwanda. Le pont de la rivière Kivu.

Au déclenchement de l'intervention militaro-humanitaire, il devra le traverser et prendre position dans la ville de Cyangugu, paisible préfecture où vivaient, jusqu'au mois d'avril dernier, quelque quarante cinq mille Tutsis. Gros plan sur le pont, désert. En face, sur la rive rwandaise contrôlée par l'armée régulière et les milices hutus, le comité d'accueil s'active. Tout ce que la ville compte de notables, préfets, hommes d'affaires, gradés semblent redécouvrir les bienfaits de la colonisation. Les pancartes à la gloire des libérateurs sont prêtes. Il y en a pour tout le monde : la France, « C'est dans la difficulté qu'on reconnaît ses vrais amis », son président, « Inoubliable Mitterrand », et ses soldats, « Opération Turquoise, Oyé ». De l'ONU, il n'est point question. Le tam-tam chauffe la foule des supporters. Aussi quand, à 15 h 50, ce jeudi 23 juin, les premiers commandos parachutistes français franchissent le pont, ils sont accueillis en héros. Concert de klaxons, déploiement de drapeaux tricolores, escortes triomphales de mobyettes, on se croirait à l'arrivée du Tour. La caméra aimera s'attarder sur ces scènes de liesse populaire. Le colonel Thibaut, lui, préfère afficher une certaine réserve. L'opération Turquoise n'a-t-elle pas été qualifiée de « sensible », voire « dangereuse » par le ministre

français de la Défense. L'impératif n'est-il pas de conserver une stricte neutralité. Les tueurs hutus, eux, ne connaissent pas ce genre de problème. Les barrages qui, la veille encore, brillaient de mille machettes se sont transformés en autant de haltes célébrant l'amitié franco-rwandaise. Les premiers paras craquent. Ils esquissent timidement le V de la victoire. La caméra respire. Elle a horreur du sang. Place à l'humanitaire.

Au kilomètre 6, le cortège quitte la route goudronnée pour s'engager sur une piste. Destination, le camp de réfugiés de Nyarushishi. Huit mille survivants tutsis y sont parqués depuis le 11 mai dans des tentes de fortune accrochées à flanc de colline. Ce sont tous des villageois des

s'est approchée en silence. Elle attend le discours de l'homme blanc.

— Nous sommes là au nom de la paix, pas pour vous faire la guerre. Ce soir nous allons rester ici, avec vous. Je répète, pas pour vous combattre, mais pour vous protéger. Amahoro (« La paix avec vous »).

Premiers applaudissements, premier slogan : « Vive l'amitié franco-rwandaise ! » La caméra est soulagée. Les victimes sourient. Il est 17 h 20. Le soleil se couche sur l'opération Turquoise. La France a gagné.

On pourrait qualifier cette intervention humanitaire de farce si elle ne se déroulait au Rwanda. Un confetti de l'empire colonial belge retourné depuis près de trois mois à

me majoritaire ». Dans un pays où cohabitaient 85 % de Hutus et 15 % de Tutsis, ce calcul revenait à attiser les braises. Les mille soldats français déployés dans la zone encore contrôlée par les Hutus, soit le quart du pays, n'auront aucune peine à jouer les pompiers. Les cendres ont déjà refroidi. Hormis les huit mille réfugiés du camp de Nyarushishi et quelques poches isolées, il ne reste plus de Tutsis vivants à l'ouest du Rwanda. Dans les bars de Cyangugu, la bière peut mousser à flots.

Cyprien se présente comme un intellectuel hutu. Ancien élève de Sciences-Po Grenoble, haut fonctionnaire, il présidait la commission d'attribution des marchés publics à Kigali, la capitale. Une capitale lucrative si l'on en croit son superbe costume trois-pièces. A ses yeux, rougis par l'alcool, les massacres, tout comme l'accueil chaleureux réservé aux Français, sont à mettre au compte de la spontanéité des paysans.

— Les Tutsis sont très fins, très polis, mais à l'intérieur ils sont méchants, poursuit-il. Les tueries étaient nécessaires. Il fallait leur donner une bonne leçon.

Propos approuvés bruyamment par ses camarades de beuverie. Les tueurs ont soif, et faim de revanche, sur les troupes du FPR (Front patriotique rwandais, à majorité tutsi) qui les ont chassés de Kigali et contrôlent désormais les trois quarts du pays.

— Je connais bien les militaires français, confesse Cyprien. Ils ont une idée derrière la tête. Ils ne vont pas se limiter à la protection des civils.

Le quiproquo sur le sens de l'intervention française reste tenace. Pour les extrémistes hutus, le drapeau tricolore s'apparente à un bouclier. Et ce n'est pas l'histoire récente des relations franco-rwandaise qui la démentira. Lors de la première attaque du FPR sur Kigali, en octobre 1990, un convoi de ravitaillement des rebelles fut stoppé par un missile, tiré depuis un hélicoptère, guidé par un officier français de la DGSE.

Une intervention directe, jamais

## Des barrages hutus qui brillaient de mille machettes célèbrent aujourd'hui l'amitié franco-rwandaise.

communes environnantes qui ont échappé par miracle aux coups de machette de leurs voisins. Un flot de survie dans un océan de cadavres. La caméra hésite. L'accueil est réservé. La peur de l'uniforme sans doute. Heureusement, il y a les bourreaux hutus qui accompagnent le détachement français. Toujours aussi chaleureux. Le préfet propose même d'aller arrêter les responsables du camp. La caméra s'affole. Le scénario devient vraiment trop tordu. Le colonel Thibaut glisse à ses hommes : « Surveillez les gendarmes. S'ils commettent des violences, n'hésitez pas : souquez ! » Arrivent les quatorze délégués tutsis. Têtes basses, regards vides. Le colonel serre les mains. La foule

l'âge de la machette. Si le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants tutsis exterminés par les Hutus ne s'élevait à un demi-million. Si la France n'avait pas soutenu, formé et armé les futurs escadrons de la mort. Si les principaux instigateurs de ce pogrom, à savoir l'entourage du défunt président Juvénal Habyarimana, ne s'étaient réfugiés à Paris, logés au frais du ministère de la Coopération (coût de la note : 200 000 francs). Si l'ONU, plutôt que de maintenir ses Casques bleus présents dans le pays, ne les avait évacués aux premières lueurs d'une aube sanglante.

Mais au nom de l'amitié franco-rwandaise, Paris a joué, ces trois dernières années, la carte du « tribalis-

# Les Hutus trop ants

démence par Paris, qui permit de sauver le régime en place. Jusqu'au mystérieux attentat commis contre le Falcon 50 présidentiel (encore un cadeau de la France), le 6 avril dernier, qui fit basculer le pays sous la coupe des miliciens extrémistes hutus, les Interahamwe (littéralement « Attaquons tous ensemble »). Et sonna l'ouverture de la chasse aux Tutsis.

— Ils sont venus quatre fois dans cette paroisse, raconte un curé sous le sceau de l'anonymat. La dernière, le 29 avril, était la pire. Vers 16 h 30, deux camionnettes bourrées de miliciens en armes ont débarqué. Ils étaient quatre-vingts. Ils ont tiré pendant près d'une heure sur les réfugiés dans l'église et les bâtiments voisins. Ils criaient : « Tuez les tous ! » C'était impossible de leur parler, ils m'auraient pris pour un traître. Il y avait dix gendarmes qui protégeaient l'école tutsi. Ils n'ont pas bougé. Les tueurs étaient organisés. Chacun savait parfaitement ce qu'il avait à faire. Les miliciens se prêtaient

main-forte d'une commune à l'autre. Ceux du 29 avril étaient originaires de Bugarama, à 60 kilomètres de là. Ils connaissaient pourtant le nom de leurs victimes. Il y avait cinq mille réfugiés dans ma paroisse. En majo-

rité des amis tutsis, mais également quelques couples mixtes. Ils ont obligé les maris hutus à livrer leurs femmes tutsis. Ils tuaient surtout les filles pour qu'elles ne puissent plus enfanter. Quant aux femmes hutues

enceintes d'un Tutsi, ils leur disaient : « Si tu accouches d'une fille, nous reviendrons la tuer ». Le lendemain, alors que nous enterrions les cadavres dans des fosses communes, les paysans du voisinage sont venus à leur tour pour achever les blessés. Leurs femmes pillaient les morts. Au soir du 30 avril, il restait trois cent quatre vingt-dix survivants. Quant aux assassins, je les croise tous les jours. Ils travaillent dans les champs autour de la paroisse.

— Vendredi dernier, les paras français sont venus visiter le prêtre. Ils ont parlé. Ils ont rassuré. Il n'y avait rien d'autre à faire. La terre ocre avait déjà recouvert les fosses communes, le sol et les murs de l'église avaient été soigneusement lavés par

taient de se faire engueuler et mer avec le sourire.

Plus l'opération Turquoise gresse, plus le malaise s'installe. Dans cette intervention, l'armée française flirte étroitement avec l'humanitaire. Les intérêts géopolitiques, avec les considérations stratégiques. Dans une région où la France est perçue comme plus fidèle allié des Hutus, le drapeau tricolore évolue sur le fil du rasoir. Du côté des forces gouvernementales rwandaises en déroute, l'armée paras réassocie les ambitions politiques. Les armes distribuées aux miliciens passent désormais à la main. Destination, le Burundi où cohabitent déjà difficilement la minorité tutsi qui contrôle l'armée et la majorité hutu qui siège à la présidence de la République. Un équilibre en voie d'être rompu. Tandis que dans les campagnes, on aiguise les machettes, les menaces de mort contre les Français iront dans la capitale, Bujumbura, où l'armée a triplé. Lundi après-midi, un avion d'Air France a évacué une centaine de ressortissants.

— Cela peut exploser ici d'un côté, d'un autre, confie un coopérant. Chaque nuit, nos chirurgiens traitent des blessés victimes d'opérations punitives. Et depuis le lancement de l'opération Turquoise, il est devenu très dangereux d'être Français en cette région. ■

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
JEROME

## “Les assassins, je les croise tous les jours. Ils sont aux champs à côté de ma paroisse.”

les religieuses. Et les paysans travaillaient avec nonchalance dans les plantations de thé. Au passage du camion militaire, ils saluaient leurs libérateurs. Même les miliciens de garde aux multiples barrages accep-

## CE QUE LE SIDA N'A PU FAIRE, LA GUERRE CIVILE L'A ACCOMPLI

Par Philippe Lemarchand (1)

Le Rwanda, un des pays les plus densément peuplés du monde avec 7 millions d'habitants pour un territoire vingt fois moins étendu que celui de la France, est en train de se vider d'un tiers de sa population, assassinée ou réfugiée dans les pays voisins. Tous les experts prévoient déjà une tragédie démographique liée au sida, le pays comptant vraisemblablement 30 % de séropositifs. Ce petit pays n'en est pas à ses premières tueries. Déjà en 1959, 1963, 1973, et depuis 1990, les deux ethnies qui composent le pays, les Hutus et les Tutsis, se sont entredéchirées. Le Rwanda ressemble à une caricature : 10 % de la population forment l'aristocratie traditionnelle, les Tutsis, et le reste est composé de Hutus (89 %) et de Pygmées (les Twas, 1 %). Les Tutsis sont de grande taille ; les Hutus,

assez petits. Les Allemands, qui ont colonisé la région à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ont perçu les Tutsis comme des « seigneurs » et les ont enrôlés dans l'administration du pays. Les Belges, qui ont récupéré le Rwanda et le Burundi voisin après la défaite allemande de 1918, ont renforcé cette politique. L'effort de christianisation et d'éducation se sont concentrés sur les Tutsis. Les Tutsis et les Hutus parlent la même langue, le kinyarwanda, mais l'image d'une division entre les deux peuples persiste et le Rwanda est l'un des seuls pays d'Afrique où l'appartenance ethnique figure sur la carte d'identité.

En 1957, alors que le mouvement de l'indépendance de l'Afrique s'amorçait, les Hutus, se rendant compte que les Belges allaient remettre le pouvoir aux Tutsis, s'organisèrent politiquement et

obtinrent, avec l'appui de l'Eglise, très présente dans le pays, que la règle de la majorité prévale. Cette perspective provoqua un premier exil de Tutsis qui souhaitaient une évolution similaire à celle du Burundi, où la domination tutsi se maintint jusqu'en 1993. Depuis l'indépendance du Rwanda, en 1961, l'histoire du pays est façonnée par les tentatives des exilés tutsis pour s'emparer du pouvoir et par les représailles hutus contre d'autres Tutsis, restés sur place. En 1973, à la suite de nouveaux massacres de Tutsis, le Hutu Juvénal Habyarimana s'empara du pouvoir qu'il monopolisa petit à petit au profit de Hutus originaires de sa région, le nord du pays. En avril 1994, son avion, qui transportait aussi son homologue burundais, est abattu. C'est cette disparition qui a déclenché le drame actuel.

Contrairement aux précédents massacres, celui-ci ne peut être expliqué par la simple opposition Hutus/Tutsis. Le président Habyarimana a vraisemblablement été assassiné par des proches qu'il avait signés, en août 1993 cessez-le-feu avec les exilés tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) et préparait leur retour dans la politique nationale. Cette politique de réconciliation nationale met le pouvoir des Hutus du Nord, et en plus contesté par les intellectuels, les Eglises et tous autres groupes : Tutsis et Hutus du Sud. Les récents massacres perpétrés par les hommes au pouvoir, réorganisés en milices visent les Tutsis mais également les opposants au régime.

(1) Philippe Lemarchand est l'auteur de « L'Afrique et l'Euro Editions Complexe. 1994.